



Charitable Foundation
Cartier

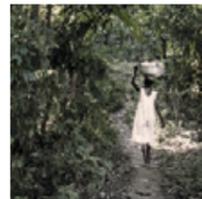
RAPPORT ANNUEL
2014 - 2015

RAPPORT ANNUEL
2014 - 2015

Charitable Foundation
Cartier



NOTRE AMBITION EST D'AIDER À LIBÉRER LE POTENTIEL DE CHACUN



Sommaire

- Lettre de la directrice**4
- Notre vision et mission**6
- Les programmes que nous soutenons**8
- De la vulnérabilité à la résilience**11
 - Accès aux services de base14
 - Garantir les besoins fondamentaux pour une vie digne
 - L'eau : de la source au robinet
 - Reportage : Une histoire de force et de courage
 - Interview : Des repas locaux pour lutter contre la faim à l'école - Jean-Charles Dei, représentant du Programme Alimentaire Mondial au Burkina Faso
 - Développement social et économique des femmes22
 - Les filles et les femmes au cœur du développement
 - Promouvoir une éducation de qualité pour les filles
 - Reportage : Épargner pour s'inventer à nouveau
 - Interview : Des femmes fortes pour des sociétés fortes - Iliriana Gashi, directrice de Women for Women International au Kosovo
 - Gestion responsable des ressources naturelles30
 - Restaurer les écosystèmes pour un monde plus durable
 - Cacao : l'or brun
 - Reportage : Améliorer les conditions de travail et les moyens de subsistance des communautés minières artisanales
 - Interview : Des prévisions météorologiques précises pour les agriculteurs des pays tropicaux - Liisa Petrykowska, Ashoka fellow et directrice d'Ignitia
 - Réponse et préparation aux situations d'urgence38
 - Sauver des vies et réduire les risques
 - Créer des communautés résilientes
 - Reportage : Lutter contre Ebola en Afrique de l'Ouest
 - Interview : Accès aux soins essentiels au Soudan du Sud - Henri Leblanc, délégué général de l'AMREF Flying Doctors en France
- La Fondation en bref**47
- Acronymes**50

Lettre de la directrice

Deux ans et demi après sa création, la Cartier Charitable Foundation est plus investie que jamais dans sa mission : améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables en les aidant à renforcer leurs compétences et leur résilience pour instaurer un changement positif sur le long terme.

Afin de répondre aux défis toujours plus complexes du développement, nous soutenons d'une part des organisations non gouvernementales (ONG) et des agences des Nations Unies sélectionnées avec soin et établissons d'autre part des partenariats avec des entrepreneurs sociaux. Ces derniers promeuvent des modèles économiques innovants et inclusifs dont le but est de favoriser des moyens de subsistance durables aux plus démunis.

Pour pallier les difficultés voire, souvent, l'incapacité de nombreux gouvernements des pays en développement à assurer aux populations les plus pauvres des infrastructures et services de base pérennes, nous contribuons au renforcement du secteur public dans la fourniture de services sociaux de qualité. Aujourd'hui, l'approche axée sur le marché, la philanthropie de risque (venture philanthropy) et l'investissement responsable prennent de l'ampleur dans la lutte contre la pauvreté. Nous croyons cependant que le marché ne peut répondre à lui seul aux besoins des plus démunis et que ces initiatives doivent compléter les mesures mises en œuvre par les états plutôt que de s'y substituer.

C'est dans ce contexte que la Fondation a parrainé début 2015 un atelier d'experts internationaux venus d'Europe et du Canada*. Il s'agissait d'étudier le potentiel et les limites des modèles économiques à but social et des programmes de microfinance pour le bien commun. Nombre de ces programmes, conçus pour permettre l'accès à l'eau et à l'assainissement, à l'électricité et à d'autres services, ne sont pas parvenus à améliorer durablement la situation des populations les plus défavorisées ni à consolider les compétences des prestataires de services locaux. Plusieurs chercheurs ont souligné qu'au lieu de combattre les inégalités sociales, ces approches tendent finalement à les intensifier. En effet, les ménages pauvres obligés de jongler avec de trop nombreuses obligations financières sont davantage susceptibles de tomber dans le piège de l'endettement. Dans le cadre de nos futurs investissements, nous continuerons à tester divers modèles et à évaluer, avec la même attention, l'efficacité et l'impact des solutions publiques et des initiatives axées sur le marché.

Cette année, nous avons clôturé notre premier programme mis en œuvre par Water.org en Haïti. Aujourd'hui, 17 600 personnes ont accès à l'eau potable grâce aux nouveaux systèmes de captage et de distribution d'eau de Corail Thor et d'Ennery. Sous la supervision de l'autorité haïtienne de l'eau, la maintenance et l'exploitation quotidiennes de ces systèmes sont assurées directement par les communautés pour garantir la qualité et la continuité de l'approvisionnement.

Parallèlement, un premier groupe de femmes a validé le programme de formation d'un an de Women for Women International en Afghanistan, au Kosovo, au Nigeria, au Rwanda et au Soudan

du Sud. Nombre d'entre elles s'appuient aujourd'hui sur la confiance, les aptitudes et les compétences professionnelles nouvellement acquises pour mettre sur pied des micro-entreprises et des coopératives rurales.

Huit nouveaux financements ont été approuvés, portant le nombre total de nos partenaires à dix-sept. Deux dons ont par ailleurs été alloués dans le cadre de la réponse aux urgences : l'un pour faire face à la situation désespérée des populations civiles au Soudan du Sud, et l'autre pour contribuer à la lutte contre la terrible épidémie d'Ebola qui a frappé l'Afrique de l'Ouest.

La Fondation a également mis en œuvre deux nouveaux programmes qui conjuguent l'expertise de plusieurs partenaires dans le but d'en intensifier l'impact social. Barefoot College et Gret unissent ainsi leurs efforts pour former des grand-mères analphabètes des communautés rurales pauvres du Cambodge, du Myanmar et du Vietnam aux technologies de l'énergie solaire et introduire l'éclairage dans leurs villages. En Éthiopie, l'AMREF collabore avec Water.org pour garantir à 30 000 personnes de la région d'Amhara un accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Nous avons également investi davantage dans les initiatives de réduction des risques de catastrophe et nous collaborons avec l'UNICEF dans la province chinoise du Sichuan pour rendre les communautés et le gouvernement local, régional et national plus aptes à prévenir les désastres naturels, y répondre et se relever.

Dans les prochains mois, les dirigeants de la planète se rencontreront aux Nations Unies à New York pour adopter l'agenda post 2015, assorti de dix-sept objectifs de développement durable qui structureront leurs politiques d'éradication de la pauvreté jusqu'à l'horizon 2030. Plus tard dans l'année, les responsables gouvernementaux et la société civile se rassembleront à Paris à l'occasion de la COP21, la conférence mondiale sur le climat, dans le but de parvenir à un accord universel sur la lutte contre le changement climatique et la menace globale qui pèse sur notre planète. Lors de ces rendez-vous importants, les états devront prendre des décisions courageuses pour définir les bonnes priorités et débloquer les ressources financières nécessaires à la réalisation d'objectifs ambitieux.

Nous espérons que lors de ces deux réunions de haut niveau, l'occasion sera donnée aux femmes de monter en puissance pour mener les efforts d'éradication de la pauvreté et d'atténuation du changement climatique. Quel qu'en soit le résultat, nous intégrerons rapidement les nouveaux objectifs de développement durable au cadre de référence de la Fondation et nous continuerons de considérer le soutien aux femmes comme la pierre angulaire de notre approche de développement dans l'intérêt de leur famille, de leur communauté et de la société dans son ensemble.

Pascale de la Frégonnière

Directrice

*En février 2015, la Fondation a coparrainé un séminaire consacré aux « Programmes financiers innovants pour les services de base destinés aux plus pauvres » avec les universités de Genève, Bâle et Toulouse.

Notre vision et mission

La Cartier Charitable Foundation a été créée en 2012 pour catalyser l'engagement philanthropique de la Maison Cartier en faveur de l'amélioration des conditions de vie des plus vulnérables.

Nous sommes guidés par les mêmes principes d'excellence, d'innovation et de générosité que la Maison Cartier, mais nous agissons indépendamment de tout objectif commercial.

Notre ambition est d'aider chacun à libérer son potentiel en supprimant les barrières qui empêchent les gens d'agir librement et de construire leur avenir.

Nous cibons les groupes les plus défavorisés et les plus marginalisés, notamment les femmes et les enfants vivant dans les régions les moins développées du monde. Nous nous engageons pour rétablir leur dignité, réduire leur vulnérabilité et renforcer leur résilience.

Nous mettons tout en œuvre pour consolider les connaissances et les compétences sociales et professionnelles des plus vulnérables et pour favoriser leur accès à l'eau potable, à la nutrition, à l'éducation et aux soins de santé primaires.

Nous croyons fermement qu'avec un soutien approprié dans un environnement propice, celles et ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté devraient pouvoir reprendre le contrôle de leur vie et devenir des acteurs à part entière de leur destinée.

Nous nous employons à multiplier leurs choix et leurs perspectives d'avenir.

NOUS CROYONS QUE TOUT INDIVIDU
A LE DROIT DE VIVRE UNE VIE DIGNE
ET ÉPANOUISSANTE DANS UNE SOCIÉTÉ
INCLUSIVE, ÉQUITABLE ET SÛRE



Les programmes que nous soutenons

HAÏTI
Axe : Accès aux services de base (eau), Développement social et économique des femmes
Partenaires : CARE, Water.org

GUINÉE CONAKRY
Axe : Accès aux services de base (santé), Réponse à l'urgence
Partenaires : AMREF, MSF

SÉNÉGAL
Axe : Accès aux services de base (santé)
Partenaire : AMREF

BURKINA FASO
Axe : Accès aux services de base (nutrition, éducation)
Partenaires : ACF, Gret, PAM

NIGÉRIA
Axe : Développement social et économique des femmes
Partenaire : Women for Women Int.

SIERRA LEONE
Axe : Réponse à l'urgence
Partenaire : MSF

GUATEMALA
Axe : Gestion des ressources naturelles
Partenaire : Ashoka

LIBÉRIA
Axe : Réponse à l'urgence
Partenaire : MSF

EQUATEUR
Axe : Développement social et économique des femmes
Partenaire : CARE

PÉROU
Axe : Gestion des ressources naturelles
Partenaires : Terre des Hommes Suisse, Solidaridad

GHANA
Axe : Gestion des ressources naturelles
Partenaires : Ashoka, Solidaridad

TOGO
Axe : Gestion des ressources naturelles
Partenaire : Ashoka

CAMEROUN
Axe : Développement social et économique des femmes, Gestion des ressources naturelles
Partenaire : CARE

KOSOVO
Axe : Développement social et économique des femmes
Partenaire : Women for Women Int.

SOUDAN DU SUD
Axe : Réponse à l'urgence, Développement social et économique des femmes
Partenaires : AMREF, Women for Women Int.

AFGHANISTAN
Axe : Développement social et économique des femmes
Partenaire : Women for Women Int.

INDE
Axe : Accès aux services de base (éducation, santé), Développement social et économique des femmes
Partenaires : Acumen, Educate Girls, Keep a Child Alive, UNICEF

MYANMAR
Axe : Accès aux services de base (nutrition), Gestion des ressources naturelles
Partenaires : ACF, Barefoot College, FICR, Gret

CAMBODGE
Axe : Accès aux services de base (nutrition), Gestion des ressources naturelles
Partenaires : Barefoot College, FICR, Gret

ÉTHIOPIE
Axe : Accès aux services de base (eau)
Partenaires : AMREF, Water.org

CHINE
Axe : Réponse à l'urgence
Partenaire : UNICEF

VIETNAM
Axe : Gestion des ressources naturelles
Partenaires : Barefoot College, Gret

BURUNDI
Axe : Accès aux services de base (nutrition, éducation)
Partenaire : PAM

MOZAMBIQUE
Axe : Accès aux services de base (nutrition, éducation)
Partenaire : PAM

RWANDA
Axe : Développement social et économique des femmes
Partenaire : Women for Women Int.

MADAGASCAR
Axe : Réponse à l'urgence, Accès aux services de base (nutrition)
Partenaires : Gret, UNICEF

BANGLADESH
Axe : Développement social et économique des femmes, Gestion des ressources naturelles
Partenaire : CARE

PHILIPPINES
Axe : Réponse à l'urgence
Partenaires : ACF, UNICEF



De la vulnérabilité à la résilience

Pour réaliser de vrais progrès en matière de développement humain, il faut nécessairement renforcer l'accès à l'éducation et à un niveau de vie décent. Les populations doivent pouvoir vivre comme elles l'entendent, en bonne santé, dans un environnement sain, inclusif et durable. Toutefois, ces progrès dépendent largement de la sécurité de ces accomplissements et de la prévention d'événements perturbateurs.

Les programmes que nous soutenons visent d'abord à accroître l'accès des populations aux services de base du développement humain (eau, alimentation, éducation et soins de santé) et à consolider leurs connaissances, leurs aptitudes de vie et leurs compétences. Car c'est lorsque ces fondements du bien-être sont assurés que des améliorations sont possibles dans d'autres domaines.

« Une société inapte à répondre aux besoins humains fondamentaux, à donner à ses citoyens les moyens d'améliorer leur qualité de vie, à protéger l'environnement et à offrir des perspectives à une grande partie de sa population est une société en échec. Nous devons revoir notre notion de la réussite d'une société, sans la cantonner aux seuls résultats économiques. La croissance inclusive requiert des progrès tant sur le plan économique que social. »

Social Progress Index 2015

Nous nous intéressons aux plus vulnérables, aux femmes et aux enfants dans les régions les moins développées du monde, pour favoriser de réels et solides progrès sociaux.

Pour réduire la vulnérabilité des populations démunies, il faut amoindrir leur fragilité et leur insécurité, faire en sorte qu'elles soient moins exposées aux chocs et au stress inhérents à la pression environnementale, à l'instabilité financière, à la propagation de maladies, aux catastrophes naturelles ou à d'autres crises humanitaires.

Si les communautés vulnérables vivent le plus souvent dans des conditions d'extrême pauvreté et de privation, la faiblesse physique, l'isolement social, la dépendance, l'humiliation et la subordination ne doivent pas être sous-estimés. En outre, les risques et les chocs auxquels sont exposés les individus varient fortement en fonction de leur groupe social, de leur identité sexuelle, de leur ethnie et de leur âge.

« Le plus difficile, c'était la solitude et l'isolement », nous a confié il y a peu Merita, du Kosovo. « Nous étions exclues de tout et complètement dépendantes. Nous vivions murées chez nous. Notre vie n'était qu'une succession d'humiliations. » Avec Women for Women International, nous aidons Merita et des centaines de femmes qui vivent comme elle dans des pays sortant d'un conflit (Rwanda, Soudan du

Sud, Nigeria et Afghanistan). Dans le cadre d'un programme d'un an, elles renforcent leur confiance en elles et leur amour-propre, développent leurs compétences commerciales et économiques, créent des réseaux au sein de leur communauté et peuvent devenir des décideurs.

Nous œuvrons pour donner aux groupes exclus et défavorisés les moyens d'agir librement et de prospérer, mais aussi de créer un environnement propice à leur développement et à leur épanouissement personnels. Nous les aidons également à faire entendre leur voix afin qu'ils puissent mener une vie créative et productive.

Inciter les femmes à s'organiser en groupes de micro-épargne et de prêts – à l'instar de CARE en Haïti – peut améliorer efficacement leur quotidien. Par le biais d'associations, elles mettent en commun leur argent et empruntent de petites sommes pour créer leurs propres activités rémunératrices. Lorsqu'ils ont suffisamment évolué, ces groupes négocient alors avec les institutions de microfinance auxquelles les femmes ne pourraient avoir accès seules.

Consolider les capacités individuelles et communautaires, encourager les actions que les populations sont capables d'entreprendre par elles-mêmes, prêter une attention particulière à la prévention et à la préparation aux chocs sont autant de mesures qui renforcent la résilience des communautés.

C'est ce que nous faisons lorsque nous intervenons lors d'inondations, de cyclones récurrents, de tremblements de terre ou de dégradation des sols, mais aussi lors de problèmes plus systémiques, en donnant aux populations les compétences et le savoir dont elles ont besoin.

Ainsi, dans la réserve naturelle du Parc national de Mananara Nord, sur l'île de Madagascar, Gret déploie un programme intégré pour préserver la biodiversité, renforcer les moyens de subsistance et atténuer l'incidence du changement climatique. Cette initiative améliore et diversifie les techniques économiquement viables d'agriculture, d'agroforesterie, de pêche et de petit élevage.

C'est parce que nous croyons en la force des personnes en situation de précarité extrême que nous nous employons à multiplier leurs moyens d'agir à long terme selon leurs besoins et leurs priorités dans quatre domaines d'intervention :

- l'accès aux services de base,
- le développement social et économique des femmes,
- la gestion responsable des ressources naturelles,
- la réponse et la préparation aux situations d'urgence.

Ces domaines couvrent des questions transversales qui requièrent une approche intégrée.

Dans le domaine de la santé infantile, par exemple, aucun progrès tangible ne peut être réalisé sans mesures ciblées de réduction de la mortalité maternelle, de lutte contre la malnutrition et d'amélioration des conditions environnementales (accès à l'eau potable et à l'assainissement).

Notre approche en quatre axes soutient donc des solutions efficaces et durables, précisément parce que le contrôle est entre les mains des premiers concernés.



ACCÈS AUX SERVICES DE BASE

GARANTIR LES BESOINS FONDAMENTAUX POUR UNE VIE DIGNE

L'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement, aux soins médicaux, à une alimentation de base et à l'éducation est une condition essentielle au développement humain et un objectif prioritaire vers un changement social durable.

En offrant aux populations les plus démunies une vie plus saine et plus productive, ces services contribuent à briser le cercle vicieux de la pauvreté. Mais la route est encore longue.

Dans les pays en développement, quelque 748 millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable, tandis que 2,5 milliards de personnes, soit plus d'un tiers de la population mondiale, ne disposent pas d'installations sanitaires¹. Un être humain sur neuf n'a pas assez de nourriture pour mener une vie active². 58 millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés, et près de 100 millions n'achèvent jamais l'école primaire³.

La qualité, l'accessibilité financière, l'égalité et la durabilité de ces services demeurent des défis majeurs, même dans les régions où ils sont disponibles.

Nous collaborons avec la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FISCR) pour satisfaire les besoins quotidiens et à long terme en eau et en assainissement des populations de zones rurales et péri-urbaines du Cambodge et du Myanmar. Ces programmes reposent sur une approche intégrée et des interventions participatives qui favorisent l'implication et la responsabilisation des communautés. Ainsi, les mesures répondent concrètement à leurs besoins réels, reflètent leur mode de vie et revêtent un caractère pérenne.

“ Si les politiques sociales ont un objectif universel, elles ne se contentent pas de protéger les personnes vivant actuellement dans la pauvreté, ayant des problèmes de santé ou étant au chômage, mais aussi les individus et les foyers qui s'en sortent bien mais qui peuvent se retrouver en difficulté si les choses tournent mal. De plus, elles garantissent certaines capacités générales de base des générations futures. (...) Non seulement la couverture universelle des services sociaux de base est un impératif, mais elle est aussi possible dès les premiers stades du développement. Des études récentes indiquent qu'il faut moins d'une décennie pour y parvenir.”

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD),
Rapport sur le développement humain 2014

1- Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, *Progrès en matière d'alimentation en eau et d'assainissement 2014*. 2- FAO, *État de la sécurité alimentaire dans le monde 2015*. 3- UNESCO 2014.

La mise en place d'infrastructures et de services sociaux relève de la responsabilité des gouvernements. Néanmoins, nombre d'entre eux ne disposent pas des ressources nécessaires pour y parvenir seuls et ne réussissent pas à créer les conditions indispensables au développement durable.

Lorsque les budgets sont insuffisants, le soutien aux besoins fondamentaux des populations doit se faire dans le cadre des services publics et sur le long terme. Il faut en effet prévenir l'émergence de mécanismes et de structures parallèles susceptibles de saper la capacité et la viabilité de ces services.

En Inde, nous œuvrons pour fournir aux exclus une éducation de qualité et faciliter la mise en application de la législation. Les actions sont menées en partenariat avec Educate Girls dans les communautés marginalisées et tribales du district de Rajsamand et avec l'UNICEF à l'échelon national, fédéral et des districts. UNICEF intervient pour renforcer la qualité de l'éducation au sein des politiques nationales et soutenir l'élaboration de normes et directives. Ceci inclut l'organisation de forums politiques de haut niveau et la mise en place de mécanismes de collecte de données de meilleure qualité à des fins d'identification, de suivi et d'évaluation des enfants non scolarisés.

Afin de sauver la vie d'enfants et d'améliorer leur accès aux services médicaux, chirurgicaux et de diagnostic, nous soutenons également le travail mené par l'AMREF Flying Doctors pour renforcer les systèmes de santé nationaux au Sénégal et en Guinée grâce à l'éducation, la formation, l'équipement et la consolidation des compétences locales. Ce programme permet des interventions préventives et curatives dans les zones reculées, où des traitements de base pourront éviter un grand nombre de décès.

Au Burkina Faso, l'un des pays les plus pauvres d'Afrique, de nombreuses familles vivent dans la précarité en raison d'une économie faible, des conséquences de la crise alimentaire dans la région du Sahel, de la grande variabilité des précipitations, de la précarité des systèmes de production et de la pauvreté des sols. Pour améliorer la sécurité alimentaire et traiter les causes sous-jacentes de la malnutrition dans l'est de la région, nous soutenons l'aménagement de potagers par Action Contre la Faim (ACF). Les familles accèdent ainsi à des sources de nourriture diversifiées, augmentent leur production agricole et s'assurent un revenu en période de difficulté.

Enfin, en partenariat avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM) au Burkina Faso, au Burundi et au Mozambique, nous soutenons les programmes d'alimentation scolaire à base de produits locaux pour lutter contre la malnutrition infantile. Ces programmes, en améliorant la scolarisation et l'apprentissage, constituent une incitation pour envoyer les enfants (et surtout les filles) à l'école et veiller à ce qu'ils y restent. Les enfants reçoivent en outre les nutriments dont ils ont besoin pour se concentrer et mieux apprendre. Le recours à la production des petits agriculteurs pour les repas scolaires est une manière efficace de transformer l'aide alimentaire en investissement durable pour toute la communauté.



L'EAU : DE LA SOURCE AU ROBINET

Avec l'Éthiopie et le Niger, Haïti compte parmi les trois pays les plus pauvres en eau de la planète. 40% de sa population n'a pas accès à l'eau potable et un Haïtien sur cinq seulement dispose d'installations sanitaires. Le terrible séisme qui a frappé le pays en 2010 a ravagé des infrastructures déjà précaires. Même si le pays possède des ressources en eaux souterraines, y accéder reste un défi pour de nombreuses communautés.

Pour répondre à ces besoins, nous avons financé un programme de Water.org. Aujourd'hui, après la construction de deux systèmes de captage et de distribution, 17 600 habitants d'Ennery et de Carrefour ont accès à l'eau potable. Des comités locaux de gestion de l'eau, choisis par la communauté, ont également été mis en place et formés par l'autorité nationale de l'eau et de l'assainissement. Leur mission est de gérer la maintenance quotidienne et l'exploitation des installations de distribution d'eau, de garantir la qualité et la continuité de l'approvisionnement. Les familles ont été consultées sur le prix qu'elles étaient prêtes à payer pour de l'eau potable sachant qu'elles et leurs enfants ne souffriraient plus de maladies hydriques ; leurs besoins quotidiens en eau sont désormais satisfaits à un prix abordable.

(© Cartier Charitable Foundation. Photographie : Andrea Borgarello)

REPORTAGE : UNE HISTOIRE DE FORCE ET DE COURAGE



Chaque jour, Aparna (35 ans) se lève avant l'aube. Laver, nettoyer, cuisiner, balayer : elle travaille aussi vite qu'elle le peut pour préparer sa famille à une nouvelle journée. Elle envoie à l'école sa fille et son fils âgés de 16 et 15 ans et se rend sans tarder avec sa belle-mère au marché de Yerwada, où elle rejoint une foule animée de femmes. Chaque matin, elle salue toutes celles qui, comme elles, attendent la camionnette locale pour le marché de gros de légumes à Pune, à 10 km de là.

Nous avons rencontré Aparna lors d'une récente visite sur le terrain dans le cadre du programme Bhavishya (« regarder vers l'avenir » en sanskrit) de l'association Keep a Child Alive. Cette ONG vise à améliorer la santé et le bien-être des femmes, des enfants et des familles pauvres touchés par le VIH et la tuberculose à Yerwada, un bidonville de Pune – la plus grande ville de l'état de Maharashtra après Mumbai, dans l'ouest de l'Inde.

Cette histoire est un hommage à sa force, à son courage et à sa persévérance extraordinaires.

Peu instruite, sans formation professionnelle, ne fréquentant guère le monde extérieur, Aparna restait à la maison pendant que son mari, vendeur de légumes au marché de Yerwada, subvenait aux besoins de la famille. Jusqu'au jour où, il y a neuf ans, le mari d'Aparna a attrapé la tuberculose. Le diagnostic est tombé : VIH. Il est décédé peu de temps après.

La vie d'Aparna a soudainement été bouleversée.

Elle a découvert qu'elle aussi était porteuse du VIH. Munie du rapport médical indiquant le résultat positif, elle s'est rendue auprès des travailleurs sociaux du dispensaire Bhavishya à Yerwada. Avec bienveillance, ceux-ci lui ont offert leur soutien et l'ont aidée à accéder à l'Hôpital Sassoon pour y bénéficier des soins et du traitement contre le VIH. Les enfants d'Aparna ont également été testés et les résultats se sont révélés négatifs. Souffrant elle aussi de tuberculose, Aparna était faible et anémique et avait

besoin d'une aide autant physique qu'affective. Elle a donc été admise au Sahara Care Home, où elle a reçu des soins jour et nuit. En parallèle, l'équipe du centre s'est chargée de fournir de la nourriture à sa famille, brutalement privée des deux personnes subvenant à leurs besoins.

Grâce à des contrôles de santé réguliers au dispensaire et à un suivi continu de son traitement antirétroviral, la santé d'Aparna s'est améliorée et elle a décidé de reprendre le travail de son mari dans la vente de légumes.

Au fil du temps, Aparna a appris les ficelles du métier en matière d'achat et de vente de légumes au marché. Elle a loué un petit stand près du marché principal de légumes de Yerwada, ce qui lui a permis d'engranger chaque jour un bénéfice d'environ 300 roupies (5 dollars). Sa belle-mère lui a apporté son aide en la relayant sur le stand. Par l'intermédiaire du projet Bhavishya, Aparna a été mise en contact avec Saahasee, une ONG qui soutient les femmes dans les milieux urbains défavorisés et renforce leur potentiel économique. Aparna a alors suivi une formation financière de base et Saahasee lui a accordé un prêt. Avec cet argent, elle a pu acheter davantage de légumes au marché de gros, mais aussi des variétés plus onéreuses telles que le gingembre, les légumes à feuilles vertes et les navets, ce qui lui a permis d'augmenter ses bénéfices. Ses gains quotidiens ont rapidement doublé et elle a ainsi remboursé deux tranches du prêt de Saahasee. Accorder des microcrédits à des femmes à la santé fragile est un risque que seule Saahasee est prête à prendre !

Pour Aparna et sa famille, le soleil semble briller à nouveau.

INTERVIEW: DES REPAS PRODUITS LOCALEMENT POUR LUTTER CONTRE LA FAIM À L'ÉCOLE

Interview de Jean-Charles Dei, représentant du Programme Alimentaire Mondial au Burkina Faso



Avec 44,6% de la population vivant en-dessous du seuil de pauvreté, le Burkina Faso est l'un des pays les plus pauvres d'Afrique. L'insécurité alimentaire touche 1,5 million de personnes et environ 350 000 ont besoin d'une aide d'urgence, tandis que 20,1% des enfants de moins de cinq ans ont un déficit pondéral. Cette situation est particulièrement prononcée dans les régions du nord, du centre-nord, de l'est et du Sahel.

Avec le soutien de la Fondation, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) met en œuvre un programme d'alimentation scolaire dans la région du Sahel, qui consiste à servir quotidiennement aux élèves des repas préparés à base de produits locaux. L'objectif général du programme est de prévenir la malnutrition tout en renforçant la scolarisation des enfants et l'agriculture de proximité.

Quelle perception avez-vous de la situation actuelle du Burkina Faso en matière de sécurité alimentaire ?

La situation reste préoccupante. Si globalement le pays est excédentaire sur le plan céréalier, une analyse approfondie montre qu'un ménage agricole sur deux n'arrive pas à produire suffisamment de céréales pour couvrir ses besoins.

Cette situation résulte de la grande variabilité de la pluviométrie, de la fragilité du système de production des ménages, de la pauvreté des sols et du niveau insignifiant d'utilisation des technologies (fumure organique, engrais, semences améliorées), auxquels s'ajoute l'impossibilité de générer un revenu durant les neuf mois de la saison sèche.

Les ménages qui ne sont pas autosuffisants doivent donc obligatoirement recourir au marché pour combler leur déficit de production. Les prix des denrées, qui ne sont pas encore revenus à leur niveau d'avant la crise alimentaire de 2012, compliquent souvent la situation alimentaire, surtout pour les ménages pauvres.

Le PAM intervient dans les cantines scolaires de la région du Sahel depuis 2004 pour améliorer la situation des groupes les plus vulnérables en matière de nutrition. Dans quel cadre stratégique global s'inscrit cette intervention ?

À l'instar de toutes nos actions, cette intervention contribue à la réalisation des trois objectifs stratégiques suivants :

- Soutenir la sécurité alimentaire et nutritionnelle et rétablir les moyens de subsistance dans les milieux fragiles et après les situations d'urgence ;
- Réduire les risques et permettre aux personnes, communautés et pays de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels ;
- Réduire la sous-alimentation et briser le cycle intergénérationnel de la faim.

Malgré des avancées remarquables au cours de la dernière décennie, quels sont les défis majeurs à relever pour débloquer le potentiel agricole du pays ?

L'agriculture constitue une part très importante du PIB du pays, mais est confrontée à de nombreux défis, notamment :

- Le manque d'accès des femmes (52% de la population) à la terre, à cause de nombreux obstacles socioculturels ;
- L'urbanisation galopante : les projections montrent que si rien n'est fait à l'horizon 2030, 600 000 personnes vivant de l'agriculture se retrouveront sans terre ;
- L'utilisation insuffisante des avancées technologiques (semences améliorées, outillages modernes, engrais) ;
- La réduction des pertes d'après récolte, qui atteignent 50% de la production pour certaines cultures ;
- La conservation, la mise aux normes de qualité et la transformation des aliments pour créer de la valeur ajoutée ;
- La pratique de l'orpaillage, qui non seulement pollue l'environnement à cause des produits toxiques utilisés (mercure et cyanure), mais qui en plus prive les villages des bras valides même en période d'hivernage, ce qui entraîne une baisse de la production ;

- La gestion de l'eau : le pays possède d'importantes ressources en eaux de surface qui, à condition d'être bien gérées, peuvent contribuer à augmenter la production agricole.

Le PAM distribue depuis peu du yaourt produit localement dans les écoles primaires bénéficiaires de son programme d'alimentation scolaire à Dori, capitale de la région du Sahel. Cette nouvelle initiative bénéficiera à près de 2 000 écoliers dans douze écoles. La production et la distribution de produits laitiers ont-elles été motivées par une raison particulière ?

La région du Sahel a une vocation pastorale et compte le plus gros effectif d'animaux du pays. Le lait fait depuis toujours partie intégrante des habitudes alimentaires locales. C'est donc dans l'optique de répondre aux préférences alimentaires des populations que nous avons jugé opportun de mettre en place un système de fourniture de lait (sous forme de yaourt), qui est une source de protéines animales naturellement riche en nutriments comme le calcium.

La collecte de lait cru, sa transformation en yaourt et la commercialisation sont essentiellement assurées par les femmes. Cette initiative de distribution du yaourt produit localement par des femmes organisées en association contribue ainsi à la lutte contre la pauvreté et à l'amélioration de l'économie locale.



DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE DES FEMMES

LES FILLES ET LES FEMMES AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT

Pauvreté et inégalité des sexes vont de pair et c'est dans les pays les plus pauvres que le fossé entre hommes et femmes est le plus marqué.

Safeena Husain, fondatrice et directrice exécutive d'Educate Girls, dresse un sombre tableau de la situation en Inde où l'adage « une chèvre est un atout, une fille un handicap » prévaut encore dans de nombreuses régions.

Les filles et les femmes des pays en développement sont confrontées à bien plus de défis et d'injustices que les hommes dans tous les domaines de la vie, notamment aux niveaux structurel et socio-économique. Les chiffres sont affligeants : à peine plus de 20% des filles pauvres des régions rurales d'Afrique achèvent l'école primaire et moins de 10% le premier cycle du secondaire⁴. Dans de nombreux pays, les femmes exerçant une activité rémunérée perçoivent un revenu 10 à 30% moins élevé que les hommes. Pour couronner le tout, les femmes n'ont souvent pas accès à la terre, à des sources d'énergie propres, à l'héritage et aux services financiers⁵.

Nous savons désormais que les réelles avancées en matière de réduction de la pauvreté, de croissance économique, de santé et d'éducation passent par les filles et les femmes. L'émancipation économique et sociale des femmes bénéficie à la société dans son ensemble, parce qu'elle se traduit par un investissement accru dans l'éducation des enfants, la nutrition et la santé.

“ Une femme est émancipée économiquement lorsqu'elle a à la fois la capacité de réussir et de progresser sur le plan économique et le pouvoir de prendre des décisions et d'agir. Pour réussir économiquement, les femmes ont besoin de compétences et ressources leur permettant d'être compétitives sur les marchés ainsi que d'un accès juste et égal aux institutions économiques. Pour profiter des activités économiques, elles doivent être aptes à prendre des décisions et à agir en conséquence, mais aussi à contrôler les ressources et les profits. ”

International Center for Research on Women 2011

4- UNESCO 2014. 5- OIT 2008.

Dès lors que leur potentiel est reconnu et qu'elles se voient offrir des opportunités et des ressources nécessaires pour faire des choix éclairés, les femmes deviennent de puissantes actrices du changement, de la reconstruction et de la croissance au sein de leur famille, de leur communauté et de leur pays. L'égalité des sexes n'est pas seulement indispensable au développement durable, c'est aussi un catalyseur de progrès économiques. Offrir aux agricultrices le même accès aux ressources productives qu'à leurs homologues masculins pourrait réduire de 100-150 millions le nombre de personnes souffrant de faim chronique⁶.

Nous considérons l'égalité des genres comme le pivot du développement durable et la plaçons au cœur de tous les programmes que nous soutenons, pour améliorer la condition des femmes dans la perspective d'un monde plus équitable et plus inclusif.

Rendre ce monde meilleur pour les femmes et les filles, c'est le rendre meilleur pour tous.

À Rajsamand, un district du Rajasthan (Inde) où les disparités entre les sexes sont parmi les plus prononcées, nous aidons les filles à exercer leur droit à l'éducation grâce au programme innovant d'Educate Girls. Celui-ci s'attaque aux obstacles structurels, culturels et socioéconomiques tout en responsabilisant les communautés pour réformer le système scolaire. Un meilleur accès des filles à une éducation de qualité peut augmenter leurs futurs revenus d'environ 10%⁷, réduire considérablement le taux de malnutrition infantile et sauver des mères et des enfants.

L'émancipation des femmes dépend des ressources individuelles ou communautaires en capital humain, financier ou social dont elles disposent. Nous cherchons à consolider ces ressources en permettant aux femmes d'apprendre à lire et à écrire, de renforcer leurs aptitudes professionnelles et personnelles et d'accéder à la technologie. Nous contribuons également à la mise en place de programmes d'épargne et de micro-prêt qui leur donnent davantage de contrôle sur les finances familiales et leur ouvrent la voie de l'indépendance économique et de l'inclusion financière.

Dans la vallée du Chota, une région d'Équateur marquée par une grande diversité, nous collaborons avec CARE pour permettre aux femmes autochtones et de descendance africaine d'améliorer leurs techniques de production agricole, d'élevage et de distribution. Elles accèdent ainsi à des prêts et apprennent à contribuer activement au développement d'entreprises locales.

À Tilonia, un petit village situé à deux heures de route de Jaipur, en Inde, nous aidons Barefoot College à former des grand-mères peu instruites ou illettrées du Myanmar, du Cambodge et du Vietnam, à la technologie de l'énergie solaire. Ce programme va permettre d'alimenter six villages ruraux coupés du réseau traditionnel en électricité solaire pour l'éclairage de base, la recharge des téléphones portables et les lanternes solaires. Les femmes accèdent ainsi au savoir et aux compétences techniques, renforcent leur confiance en elles et acquièrent une influence au sein de leur foyer et de leur communauté.

6- FAO 2011. 7- Banque mondiale, *The Girl Effect Dividend*, 2011.



PROMOUVOIR UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ POUR LES FILLES

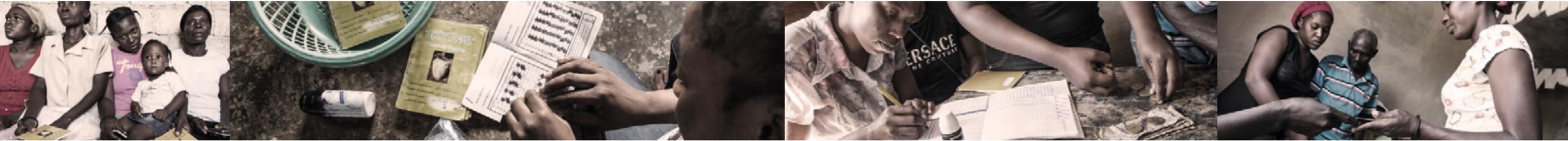
Les disparités entre les sexes demeurent un obstacle de taille à l'éducation en Inde, où plus de 3,7 millions de filles ne sont pas scolarisées – le troisième taux le plus élevé au monde. Safeena Husain a fondé Educate Girls pour permettre aux filles des communautés rurales les plus marginalisées d'Inde de réaliser pleinement leur potentiel.

Educate Girls s'attaque aux obstacles structurels, culturels et socioéconomiques en responsabilisant les communautés et en améliorant les techniques éducatives centrées sur l'enfant. Elle collabore avec les écoles publiques, forme des défenseurs locaux de l'éducation des filles et mobilise les communautés pour les inciter à concevoir leurs propres plans d'action afin de rendre l'école plus responsable et plus accessible aux filles.

Le programme vise à améliorer la scolarisation, l'assiduité et l'apprentissage dans les communautés reculées et tribales du district de Rajsamand au Rajasthan, où seulement une femme sur deux sait lire et écrire et où une fille sur cent achève le cycle primaire.

(© Cartier Charitable Foundation. Photographe : Cyril Le Tourneur)

REPORTAGE : ÉPARGNER POUR S'INVENTER À NOUVEAU



En octobre 2014, nous avons été invités par CARE à assister à une réunion de Rosana, une Association Villageoise d'Épargne et de Crédit (AVEC) à Carrefour, au sud de Port-au-Prince, la capitale d'Haïti.

La micro-épargne est un outil efficace de lutte contre la pauvreté. En effet, elle réduit la vulnérabilité des familles et leur permet de surmonter les périodes difficiles et d'améliorer leur quotidien. Le système des AVEC, géré par et pour les plus démunis, est un véritable catalyseur du développement économique et social communautaire.

Depuis 2008, CARE a mis en place et soutenu plus de 500 AVEC dans 6 communes d'Haïti, regroupant plus de 14 000 personnes, dont 72% de femmes.

Deux cent six groupes comme celui-là ont été créés à Carrefour. Ces associations comptent environ trente membres qui, chaque semaine, mettent leur épargne en commun. Les sommes mises de côté varient de 50 à 250 gourdes (de 0,90 à 4,50 euros). Les membres peuvent ensuite emprunter à un taux d'intérêt mensuel fixe convenu par le groupe (fixé à 5% en l'occurrence) pour une période de un à trois mois.

Au terme d'un cycle, qui dure en général une année, les intérêts sont répartis entre les membres du groupe en fonction de la somme épargnée par chacun.

La réunion commence. Nous sommes 33 à nous entasser dans une petite pièce d'à peine 8 m². Quelques rayons de soleil percent à travers la fenêtre. La porte de la pièce est fermée par un gros verrou.

Au centre, une simple table en bois, sur laquelle a été déposé un coffre bleu clair fermé par trois cadenas.

Le processus a des airs de cérémonie religieuse. Une prière ouvre la séance, une autre la fermera. Les membres ne se font momentanément plus appeler par leur nom, mais sont devenus « numéro 1 », « numéro 2 », etc. Dans une atmosphère grave, la présidente du groupe demande 10 gourdes à chaque participant pour le fonds de solidarité. Les absents recevront une amende de 7 gourdes. Au terme de la collecte, le trésorier

annonce le montant du fonds : « 1 918 gourdes ». L'assemblée répète le chiffre à haute voix ; cet argent sera utile en cas de maladie, de décès ou de perte des biens.

La réunion se poursuit. Prochain sujet, l'épargne : chaque membre de Rosana verse dans la caisse ce qu'il ou elle a pu épargner pendant la semaine écoulée. Le secrétaire note le montant sur le livret d'épargne individuel et supervise les échanges.

Glacide Valine est la présidente de Rosana depuis onze mois. Avant de rejoindre le groupe, elle tentait de joindre les deux bouts en faisant de petites affaires, mais ne s'en sortait qu'avec grande difficulté.

« Avec les prêts que j'ai pu obtenir, j'ai acheté des sous-vêtements que je revends. J'ai trois enfants et ce commerce me permet de payer leurs uniformes et de les envoyer à l'école sans trop de soucis. »

On passe à présent aux remboursements. Le « numéro 28 » doit rembourser le prêt qu'il a contracté il y a deux mois. Il s'appelle Jacob Bernise et il est pâtissier. Il a six enfants et fait partie de Rosana depuis onze mois.

« Un jour, le secrétaire est venu me parler du groupe. Il m'a expliqué son fonctionnement et cela m'a tout de suite intéressé. J'ai déjà reçu trois prêts, je viens de rembourser le dernier aujourd'hui. Il m'a permis d'acheter de la farine pour faire plus de gâteaux et de bonbons. J'ai maintenant un dépôt où je garde tout mon matériel de cuisine et un four à gaz. »

Dans quelques semaines, le groupe Rosana achèvera son deuxième cycle, ce qui signifie que ses membres se réunissent et mettent en commun leur épargne depuis presque deux ans.

INTERVIEW: DES FEMMES FORTES POUR DES SOCIÉTÉS FORTES

Interview de Iliriana Gashi, directrice de Women for Women International au Kosovo



« Des femmes fortes pour des sociétés fortes » est un programme de Women for Women International soutenu par la Cartier Charitable Foundation qui cible les femmes pauvres et socialement exclues vivant dans des pays touchés par les conflits et la guerre (Afghanistan, Nigeria, Rwanda, Soudan du Sud et Kosovo) et qui a pour but de leur donner accès à des connaissances et des ressources et de les aider à construire une vie meilleure pour elles-mêmes, leur famille et leur communauté. Iliriana Gashi dirige l'équipe au Kosovo.

Quelle est la mission de Women for Women International ?

Nous travaillons avec des femmes marginalisées dans le but de leur transmettre des connaissances, des moyens et des compétences qui leur permettent de s'émanciper économiquement et personnellement, de s'estimer à leur juste valeur et de devenir des citoyennes actives. Les femmes kosovares se battent chaque jour pour l'égalité économique et sociale dans une société très patriarcale qui ne leur offre que des possibilités limitées en matière d'emploi et où les taux d'agressions sexuelles, de violence domestique et de trafic sexuel sont exceptionnellement élevés.

En quoi consiste le programme ?

Au cours de notre programme de formation de base d'une année, les femmes développent des compétences professionnelles et reçoivent une formation de base en économie et finance. Mais ces compétences ne suffisent pas à les rendre autonomes : elles doivent aussi apprendre à prendre soin de leur santé et de leur bien-être, connaître leurs droits et leurs possibilités et comprendre pourquoi il est important pour elles de prendre leurs propres décisions et de créer un réseau de soutien dans leur communauté. On leur inculque également des compétences techniques liées aux besoins spécifiques du marché, dans les domaines de l'horticulture, la couture ou l'artisanat par exemple.

Une fois diplômées de notre programme, nous leur offrons également une assistance technique en les accompagnant par exemple dans le processus de création d'une coopérative enregistrée.

Je pourrais vous raconter beaucoup de belles histoires. Au cours des quinze dernières années au Kosovo, nous avons formé environ 30 000 femmes. Rien que cette année, 2 200 femmes ont suivi notre programme. Mais les chiffres ne sont pas tout. Ils sont certes la preuve que le programme fonctionne, mais l'histoire personnelle de chaque femme nous intéresse bien plus que les statistiques.

Ainsi, nous sommes fiers de pouvoir dire que l'une des cinq « businesswoman 2014 » au Kosovo est diplômée de notre programme.

Nous sommes également fiers d'annoncer que cinq coopératives sont sur le point d'être créées grâce à notre programme et au dur labeur de nos diplômées.

La beauté de notre programme réside dans le fait que nous travaillons avec des femmes qui n'ont reçu aucune instruction quand elles étaient enfants, car à cette époque, avant la guerre, elles étaient exclues de l'école et devaient s'occuper de leur famille. Nous leur donnons en quelque sorte une seconde chance. Nous leur ouvrons un nouvel horizon.

Est-ce que le programme aide vraiment les femmes à assurer leur subsistance ?

Au Kosovo, les femmes représentent à peine 27% de la main-d'œuvre. Nous assistons nos diplômées dans la recherche d'emploi. Trois cent quatre-vingt-dix d'entre elles ont trouvé un travail grâce à notre Bureau de placement qui, depuis 2012, a joué un rôle actif auprès des employeurs afin d'ouvrir de nouvelles possibilités aux femmes. En plus du Bureau de placement, nous inaugurons en ce moment un nouveau module de Développement de carrière, qui vise à donner aux femmes ayant déjà un travail des compétences et des ressources qui leur offriront de meilleures perspectives et leur permettront d'évoluer dans leur carrière.

Nous concentrons une grande partie de nos efforts pour développer les opportunités de travail indépendant. Nous aidons des femmes qui travaillent dans des zones rurales en leur montrant comment cultiver leur terre, la rendre plus productive et vendre leurs produits sur le marché. Nous les formons en groupes et souvent, lorsque l'une d'entre elles se lance dans une entreprise, elle finit par employer les femmes qui étaient en formation avec elle.



GESTION RESPONSABLE DES RESSOURCES NATURELLES

RESTAURER LES ÉCOSYSTÈMES POUR UN MONDE PLUS DURABLE

Le bien-être de l'humanité dépend de la manière dont les sociétés utilisent l'eau, la terre, les forêts, l'énergie et les ressources minérales. Les ressources naturelles doivent être gérées de façon responsable pour garantir le développement durable et les moyens de subsistance des générations actuelles et futures.

Correctement gérées et protégées, ces ressources peuvent fortement contribuer au développement social et économique en assurant richesse et équité aux pays et communautés, parfois dans des zones très reculées et pauvres.

“ Les perspectives d'amélioration du bien-être humain sont tributaires de la capacité des individus, des institutions, des pays et de la communauté mondiale à réagir au changement climatique. Des politiques et technologies innovantes et transformatrices peuvent aider la société à surmonter les obstacles qui barrent actuellement la route vers le développement durable. Il serait également bienvenu d'adopter une approche plus équilibrée à l'égard des questions environnementales, économiques et sociales.”

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE),
Avenir de l'environnement mondial (GEO) 5, 2014

La pauvreté reste un problème majoritairement rural⁸: 75% des populations les plus démunies de la planète vivent et travaillent en zones rurales, essentiellement en tant que petits exploitants et petits agriculteurs. Les communautés rurales du monde entier sont confrontées aux défis de plus en plus préoccupants du changement climatique, de la déforestation et de la pression démographique. Leurs moyens de subsistance et leurs cultures dépendent très largement de leur environnement naturel – précipitations, fertilité des sols, stocks de pêche et d'élevage – et de leur capacité à utiliser, gérer et conserver les ressources de manière efficace et responsable afin de créer des écosystèmes plus résistants.

Que ce soit au Togo, au Guatemala, à Madagascar ou dans la zone sèche du Myanmar, nous aidons les communautés rurales gravement affectées par la dégradation de l'environnement à améliorer leur gestion des terres et de l'eau, réduire la déforestation et réhabiliter les systèmes d'agroforesterie et de pêche, dans un objectif de préservation de la biodiversité et d'adaptation au changement climatique.

8- Fonds international de développement agricole (FIDA), *Rapport sur la pauvreté rurale 2011*.

Nous les soutenons dans la conception et la mise en œuvre de pratiques et techniques de conservation simples, bon marché et faciles à reproduire afin de leur permettre de gagner leur vie tout en restaurant les écosystèmes. Nous favorisons par exemple la plantation d'arbres d'ombrage ou de cultures de couverture ou l'utilisation de billons et de bassins, de brise-vent et de compost. Notre partenaire Gret teste et diffuse ces mesures auprès de villageois de la région de Sagaing, au Myanmar, ainsi qu'au sein de communautés d'agriculteurs et pêcheurs de la région du Parc national Mananara Nord, au nord-est de Madagascar.

L'innovation locale et l'apprentissage mutuel sont indispensables à la réussite de ce processus. Nos partenaires sur le terrain encouragent la réalisation de champs écoles pour agriculteurs, de sites pilotes, de démonstrations d'extension ou de fosses d'ensemencement. Car comme aime le rappeler Bunker Roy, fondateur du Barefoot College, « c'est en donnant le contrôle des outils et des technologies aux populations rurales que nous leur permettrons d'améliorer leur qualité de vie jour après jour ».

Avec Ashoka, nous encourageons des entrepreneurs sociaux dynamiques à développer des systèmes agricoles innovants, diversifiés et durables permettant la restauration des sols, le renforcement de la sécurité alimentaire et l'inclusion économique. Guidés par les 'fellows' Ashoka et leur conviction que les grands problèmes offrent des chances inégalées, des agriculteurs du Togo, du Ghana et du Guatemala mettent en place de nouvelles solutions et définissent les outils et les services nécessaires pour améliorer leurs pratiques. Cela va de la plantation d'un grain à haute teneur nutritive (le « pois de cajan ») entre les rangées de cultures commerciales, à l'intégration de feuilles de Moringa Oleifera dans le menu quotidien des familles, en passant par le recours à des prévisions météorologiques tropicales précises.

Au Pérou, un autre défi environnemental et social urgent a retenu notre attention : l'orpaillage artisanal. Destruction de la forêt tropicale, pollution des sols et des cours d'eau, déclin des activités agricoles traditionnelles, démantèlement de la structure sociale et familiale – dans ce pays, les conséquences de la recherche intensive d'or sont dramatiques. En partenariat avec Terre des Hommes Suisse et Solidaridad, nous aidons les petites communautés minières artisanales vivant dans des conditions extrêmement précaires et dangereuses à améliorer leurs pratiques d'extraction (en réduisant par exemple l'utilisation de produits chimiques comme le mercure pour le traitement du minerai) et à opter pour des alternatives économiques plus durables que la prospection aurifère.



CACAO : L'OR BRUN

Dans la région de Madre de Dios, au sud du Pérou, la recherche intensive d'or à laquelle se livrent quelque 80 000 personnes représente plus de la moitié de l'économie locale. Néanmoins, la prospection aurifère dans cette région amazonienne du pays provoque des dégâts de grande ampleur, qui s'étendent de la destruction de la forêt tropicale et de la pollution des sols et des cours d'eau au déclin des activités agricoles traditionnelles et au démantèlement des structures sociales. Les communautés concernées vivent dans des conditions extrêmement précaires et doivent lutter pour survivre.

Pour s'attaquer à ces problèmes, Terre des Hommes Suisse a mis sur pied un programme visant le renforcement de la sécurité alimentaire et la garantie des moyens de subsistance grâce à des activités économiques alternatives à la prospection.

En 2013, une soixantaine de familles d'agriculteurs ont fondé la coopérative Agrobosque. Celle-ci crée des potagers pour les familles et les écoles, diversifie les cultures fruitières et développe le secteur piscicole ainsi que la production bio de cacao pour une distribution via le commerce équitable.

(© Terre des Hommes Suisse / Jérôme Derigny)

REPORTAGE : AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET LES MOYENS DE SUBSISTANCE DES COMMUNAUTÉS MINIÈRES ARTISANALES



L'orpaillage a toujours attiré les communautés socialement et économiquement marginalisées désireuses d'échapper à la pauvreté et au chômage. Les mineurs artisanaux travaillent dans des conditions très difficiles qui les exposent à de graves risques sanitaires. L'utilisation de substances chimiques comme le mercure dans le traitement du minerai est particulièrement dangereuse pour leur santé, l'environnement et la chaîne alimentaire. De même, l'exploitation minière industrielle est extrêmement néfaste pour les communautés avoisinantes et pour l'environnement si elle n'est pas gérée correctement.

La Cartier Charitable Foundation collabore avec Solidaridad pour améliorer les conditions de travail des mineurs, formaliser leur activité selon la certification du Responsible Jewellery Council (RJC), renforcer leurs moyens de subsistance et leur donner accès aux services de santé de base.

Minera Yanaquihua est l'une des exploitations minières de taille moyenne avec lesquelles Solidaridad a coopéré pour instaurer de meilleures pratiques, plus transparentes et plus responsables.

Située dans une zone montagneuse peu peuplée, à 160 km au nord-ouest de la ville d'Arequipa et à 10 km du village de Yanaquihua, l'exploitation traite environ 130 tonnes de minerai par jour. Elle compte trois types de fournisseurs : les entrepreneurs, les micro-entrepreneurs et quelque 1 200 mineurs artisanaux indépendants.

Les mineurs artisanaux travaillent à l'intérieur et autour de Minera Yanaquihua ; ils recourent à des pratiques néfastes pour l'environnement, telles que le traitement du minerai d'or au mercure dans des locaux archaïques ou au cyanure dans des fosses non entretenues. Ils n'ont pour la plupart ni certificat officiel ni permis adéquat, un risque majeur étant donné que la responsabilité des dommages causés par les mineurs sur le site incombe à la société minière.

Durant les deux premières années du projet, Minera Yanaquihua a régulièrement analysé ses opérations et le *Code of Practices* du RJC a guidé la société dans la mise en place de systèmes de gestion complets visant à prévenir tout impact négatif.

En avril 2014, Minera Yanaquihua était la quatrième entreprise du Pérou à adhérer au Code international de gestion du cyanure (ICMC) ; elle devrait recevoir sa certification selon les normes de l'ICMC et du RJC dans les prochains mois. Deux organisations minières artisanales (150 mineurs) ont conclu des accords de formalisation avec Minera Yanaquihua, un autre aspect phare du *Code of Practices* du RJC. L'entreprise aide les mineurs artisanaux à remplir les rapports relatifs à leur incidence sur l'environnement et à obtenir l'autorisation officielle pour accéder à l'eau et aux terres. Solidaridad et Minera Yanaquihua entendent aider 600 mineurs artisanaux à obtenir un certificat officiel et à achever leur formation en matière de bonnes pratiques avant le début de l'année 2016.

Minera Yanaquihua aide également les *pallaqueras*, ces femmes qui récupèrent le minerai de moindre qualité rejeté par d'autres mineurs. Nombre d'entre elles sont des veuves ou des mères célibataires sans autre possibilité de gagner leur vie. Minera Yanaquihua achète le minerai et fournit des bottes, gants et casques à cette communauté très soudée afin qu'elle améliore sa production et s'assure des revenus durables au côté des hommes qui travaillent sur le site.

INTERVIEW: DES PRÉVISIONS MÉTÉOROLOGIQUES PRÉCISES POUR LES AGRICULTEURS DES PAYS TROPICAUX

Interview de Liisa Petrykowska, Ashoka fellow et directrice d'Ignitia



Liisa Petrykowska est l'un des entrepreneurs sociaux à recevoir le soutien du partenariat entre Ashoka et la Cartier Charitable Foundation.

Élève brillante et fervente militante du droit à l'éducation, Liisa a étudié la physique théorique avant d'être nommée chercheuse invitée à l'Université de Washington à Seattle, où elle s'est dédiée à l'étude des changements climatiques dans différentes régions du globe. Au fil des ans, elle s'est aperçue qu'il n'existait aucune prévision météorologique fiable pour les régions tropicales, ce qui engendrait des pertes de récoltes, de temps et d'argent dans des pays où les petits agriculteurs luttent déjà pour leur survie.

Elle a donc déménagé au Ghana pour y monter sa propre entreprise, Ignitia. Son équipe scientifique a développé un nouvel algorithme capable de prévoir les conditions météorologiques tropicales avec des aperçus régionaux et saisonniers, des tendances mensuelles et des prévisions relatives aux précipitations, d'une précision tout à fait inédite pour la région.

« Les meilleurs modèles conventionnels de prévisions météorologiques ont un taux de précision inférieur à 39% pour les zones tropicales. Pendant trois saisons, nous avons mesuré quotidiennement la précision de notre modèle dans 33 villes d'Afrique de l'Ouest et avons atteint aujourd'hui 84% de précision. Les

agriculteurs peuvent se fier à notre système pour améliorer leurs pratiques agricoles et prendre des décisions en connaissance de cause. »

« Au Ghana, la météo peut être très différente d'un endroit à un autre. C'est pourquoi il est si important que les agriculteurs aient accès à des prévisions locales. Les téléphones mobiles nous permettent de détecter les coordonnées GPS de chaque agriculteur et ainsi de leur envoyer les meilleures prévisions quotidiennes possibles pour leurs champs. »

Le Ghana compte plus de 25 millions de téléphones portables pour à peine plus de 24 millions d'habitants, et son taux de pénétration du marché s'approche des 100%. Tout le monde ne possède pas de téléphone, mais il n'est pas rare de voir des gens jongler en même temps avec deux ou trois téléphones et encore plus de cartes SIM.

Ignitia envoie ses prévisions météo cinq jours par semaine par SMS, tôt le matin, afin de permettre à l'agriculteur de planifier sa journée.

« Nous avons vraiment travaillé dur sur le contenu de ce message de 80 caractères. Nous devons simplifier un contenu très complexe dans un pays où, dans certaines régions, 90% des agriculteurs ne savent ni lire ni écrire. C'était vraiment un grand défi. Nous nous sommes par exemple rendu compte que la plupart des agriculteurs ne comprenaient pas les dessins ou les pictogrammes des standards météo européens représentant un nuage, la pluie ou le soleil. Nous avons donc décidé de combiner des mots-clés et des symboles très simples en essayant d'être aussi clairs et directs que possible. Le SMS a toujours la même structure et les mêmes tournures, ce qui permet même aux agriculteurs illettrés de reconnaître et comprendre son contenu. »

L'application mobile livre ainsi aux agriculteurs des informations quotidiennes et locales qui leur permettent de planifier les plantations, les récoltes ou la fertilisation.

« Nous nous concentrons à 100% sur les petits agriculteurs », explique Liisa.

Une étude récente a montré que 92% des utilisateurs de l'application de Liisa se servent des informations reçues pour prendre leurs décisions quotidiennes concernant leur exploitation. « C'était l'un de nos plus grands soucis : même si les agriculteurs reçoivent les informations et les comprennent, les utiliseront-ils ? Nous pensions qu'il nous faudrait beaucoup plus de temps pour les convaincre d'utiliser nos prévisions. »

Les prévisions météorologiques d'Ignitia coûtent moins de 0,04 dollar par SMS.

« Le micro-paiement est la seule solution permettant aux agriculteurs de payer ce service. L'opérateur de téléphonie retire chaque jour un micro-montant du crédit d'appel de l'utilisateur. »

Le programme de Liisa est le premier du genre dans la région du Sahel et elle entend bien le reproduire dans d'autres pays tropicaux.



RÉPONSE ET PRÉPARATION AUX SITUATIONS D'URGENCE

SAUVER DES VIES ET RÉDUIRE LES RISQUES

Au cours des deux dernières décennies, les urgences humanitaires ont affecté en moyenne 200 millions de personnes par an, faisant des milliers de victimes, déracinant des communautés entières, détruisant les moyens de subsistance, paralysant les marchés et réduisant à néant les résultats durement acquis en matière de développement. Si une aide humanitaire flexible, rapide et efficace permet de diminuer considérablement le nombre de victimes, il est avéré que les interventions en matière de réduction des risques de catastrophe sont tout aussi cruciales, car elles permettent de sauver des vies et ont de solides répercussions économiques sur le long terme. Chaque dollar investi dans la préparation permet d'économiser 8 dollars sur la réponse à l'urgence et la reconstruction⁹.

Sauver des vies. Séismes, inondations, cyclones, sécheresses, épidémies, guerres ou troubles civils : toutes les crises humanitaires infligent de la souffrance humaine et des dégâts matériels. Les communautés marginalisées, les femmes et les jeunes enfants paient le plus lourd tribut ; leurs conditions de vie précaires, l'inadéquation des infrastructures, la faible diversification des revenus et l'accès limité à l'éducation et à l'information dans les pays les plus pauvres les rendent disproportionnellement vulnérables à ces phénomènes extrêmes et aux urgences. Ces vingt dernières années, les pays à faible et à moyen revenu ont été touchés par 33% des catastrophes et ont compté 81% du nombre total de victimes¹⁰.

Nous apportons une aide d'urgence pour sauver des vies,
apaiser la souffrance et réduire le nombre de victimes.

Au cours des douze derniers mois, nous avons concentré notre soutien aux urgences humanitaires sur l'épidémie d'Ebola sans précédent en Afrique de l'Ouest et sur l'aide médicale et chirurgicale aux populations civiles des zones reculées du Soudan du Sud. Ces deux crises se sont déclarées dans des régions confrontées à un manque de ressources chronique, où les systèmes de santé ont été anéantis par les conflits ou cherchent encore à s'en relever. Nos partenaires sur le terrain, Médecins sans Frontières (MSF) et l'AMREF Flying Doctors, ont pu offrir aux personnes touchées les soins essentiels et améliorer leur accès aux traitements.

Réduire les risques. Les catastrophes naturelles peuvent, en l'espace de quelques heures, réduire à néant les résultats durement acquis en matière de développement et compromettre les progrès réalisés pendant des années. Les systèmes d'alerte et les autres mesures de prévention des risques ont déjà prouvé leur capacité à atténuer les conséquences des catastrophes naturelles en réduisant le besoin et l'ampleur des interventions humanitaires.

Les désastres naturels sont souvent perçus comme des événements soudains, imprévisibles et tragiques qui bouleversent des vies entières en un instant. Leur incidence sur les moyens

⁹- Overseas Development Institute (ODI) 2015. ¹⁰- Overseas Development Institute (ODI) 2014.

de subsistance, les sociétés et l'environnement est cependant intrinsèquement liée aux choix opérés en matière de développement. Ainsi, la manière dont nous cultivons notre nourriture ou nous construisons nos maisons, nos sources de revenus et même les matières que nous enseignons à l'école peuvent augmenter ou réduire le risque de catastrophes naturelles ; une interdépendance que nous ne pouvons ignorer.

La préparation et la gestion des risques doivent devenir des axes prioritaires de la réponse aux urgences et du développement si nous voulons éviter que les risques naturels grandissants liés au changement climatique, à l'exode rural et à la croissance démographique ne sapent les progrès réalisés et que le développement non durable n'engendre de nouvelles menaces.

La réduction des risques de catastrophe passe donc aussi par la gestion durable et équitable de l'eau et des sols, la préservation des écosystèmes, une meilleure répartition des revenus et des perspectives économiques et des choix liés au développement.

Étant donné que les communautés locales sont les plus exposées en cas de catastrophe, nous soutenons des initiatives visant à consolider les capacités locales et à rendre les populations moins vulnérables.

À Madagascar, pays frappé par quatorze cyclones ces huit dernières années, nous œuvrons avec l'UNICEF et le Ministère de l'Éducation pour inculquer aux enseignants et aux élèves les comportements à adopter avant, pendant et après un cyclone. Grâce à des formations, des exercices de simulation et des manuels scolaires, les enseignants, les directeurs d'établissement et les enfants apprennent ce que sont les catastrophes, quand et où elles sont plus susceptibles de frapper et que faire quand elles surviennent.

Dans certaines des régions les plus vulnérables du Cameroun, CARE renforce les connaissances locales pour atténuer les phénomènes climatiques et promeut des stratégies d'adaptation sensibles au genre, dans l'objectif de réduire l'insécurité alimentaire et de promouvoir l'indépendance économique des femmes. Des systèmes d'alerte précoce sont mis en place dans trois municipalités du nord du pays, tandis que des plans d'adaptation communautaire sont en cours d'élaboration. Les familles pourront ainsi accéder aux informations météorologiques et prendre des décisions plus flexibles et pertinentes en matière de gestion des terres, des cultures et des systèmes d'irrigation, dans le but d'accroître leur résilience à moyen et à long terme.

À travers ces programmes, nous contribuons à renforcer les communautés touchées pour les rendre plus résistantes aux chocs et au stress et leur permettre de se relever le plus rapidement possible et d'être mieux armées pour affronter la prochaine crise.



CRÉER DES COMMUNAUTÉS RÉSILIENTES

Au cours des vingt dernières années, 300 millions de personnes en Chine ont été touchées par des catastrophes naturelles graves et récurrentes qui ont engendré plus de 36,2 milliards de dollars de pertes économiques directes par an. Le programme pilote de l'UNICEF entend renforcer la capacité des communautés et des autorités locales, provinciales et nationales à résister à ces catastrophes, à y répondre et à s'en relever, en réduisant les risques pour les enfants vulnérables et leurs communautés dans trois comtés particulièrement à risque du Sichuan. Ce programme de trois ans devrait bénéficier directement à plus de 400 000 femmes et 170 000 enfants dans les écoles et les communautés.

(© UNICEF/NYHQ2010-0692/Liu)

REPORTAGE : LUTTER CONTRE EBOLA EN AFRIQUE DE L'OUEST



Les organisations humanitaires ont eu fort à faire en 2014. L'épidémie d'Ebola la plus meurtrière au monde a détruit des vies et des familles entières, laissé de profondes cicatrices et déchiré le tissu social et économique de Guinée, du Liberia et de Sierra Leone. C'était la première fois que cette fièvre hémorragique frappait les populations d'Afrique de l'Ouest.

Dans ce contexte, la Cartier Charitable Foundation a contribué à l'action de Médecins Sans Frontières (MSF), principale organisation médicale à l'échelle internationale, pour intensifier son assistance, fournir des soins essentiels et contenir la propagation de l'épidémie.

MSF est intervenue dans la plupart des épidémies d'Ebola recensées en Afrique ces dernières années, ce qui lui a permis d'accumuler une précieuse expertise dans le domaine. Ses équipes ont donc été en mesure d'intervenir rapidement et d'identifier et traiter les tout premiers patients dès le mois de mars 2014.

L'organisation a fourni des soins médicaux et un soutien psychologique aux patients et à leurs proches grâce à des centres de traitement dans toutes les zones touchées pour surveiller et contenir la propagation du virus. En parallèle, elle a conduit un traçage des personnes à risque et formé le personnel médical local à la gestion des cas, au contrôle des infections et aux enterrements sécurisés.

MSF a déployé 1 300 personnels internationaux et 4 000 nationaux pour traiter les patients Ebola, stigmatisés et craints par leurs propres communautés, en démontrant qu'ils pouvaient être soignés sans risque et que d'autres membres de la communauté pouvaient intervenir.

L'épidémie d'Ebola – qui a coûté la vie à plus de 10 400 personnes et en a infecté près de 25 300 en Afrique de l'Ouest – a été définie d'emblée par son caractère imprévisible, sa portée et sa rapidité.

Un an après le début de l'épidémie, le nombre de cas est en déclin, mais l'urgence demeure et ses conséquences se feront encore sentir bien après son éradication officielle.

Des moments de victoire

Même en plein cœur de l'urgence, l'espoir est là. En Afrique de l'Ouest, MSF a admis 8 534 personnes dans ses quinze centres de prise en charge et traité 5 062 patients diagnostiqués Ebola : 2 403 ont survécu ; chaque guérison a été célébrée comme une victoire.

La petite Isatta était l'une d'elles.

Admise au centre MSF de Kailahun, en Sierra Leone, à l'âge de 22 mois après le décès de ses deux parents atteints d'Ebola, Isatta était tellement petite que les logisticiens ont dû lui construire un lit sur mesure dans une caisse en bois. Ce lit improvisé ne l'a toutefois pas empêchée de gambader à sa guise et de ramper sous la clôture entre les zones à haut risque et à faible risque. Cette minuscule fillette a réussi à se jouer de l'équipe médicale, jusqu'à ce qu'un soignant parvienne à l'attraper et à la ramener, muni de gants et d'un équipement de protection complet. Isatta est vite devenue la mascotte du centre, tant pour le personnel que pour les patients. Après trois semaines, elle a finalement quitté la zone à haut risque, devenant l'un des plus jeunes patients ayant survécu à Ebola. Toute l'équipe de MSF était là pour l'applaudir et partager ce grand moment : malgré son jeune âge, elle était vivante et venait de remporter une immense bataille.

INTERVIEW: ACCÈS AUX SOINS ESSENTIELS AU SOUDAN DU SUD

Interview d'Henri Leblanc, délégué général de l'AMREF Flying Doctors en France



L'AMREF Flying Doctors est considérée comme la première ONG de santé publique et le premier organisme de formation à but non lucratif d'Afrique, avec 150 programmes de santé menés en 2014 pour près de 14 millions de bénéficiaires dans 35 pays du continent. Pour favoriser des changements durables dans le domaine de la santé publique, l'AMREF travaille main dans la main avec les communautés et les gouvernements et forme du personnel de santé africain. Elle intervient depuis 1957 dans les zones les plus isolées d'Afrique en mettant la priorité sur les femmes et les enfants. La Cartier Charitable Foundation soutient les efforts déployés par l'AMREF au Soudan du Sud pour améliorer l'accès aux soins essentiels des mères et des enfants déplacés par le conflit dans le district de Reggo, comté de Terekeka.

Dans un contexte de crise humanitaire qui semble s'aggraver chaque jour davantage, comme au Soudan du Sud, comment arrivez-vous à établir vos priorités et planifier vos interventions ?

La situation au Soudan du Sud reste très fragile. Les femmes et les enfants sont toujours les premières victimes des conséquences des violences et de l'instabilité, en raison du manque de soins, du déplacement, de la malnutrition et de l'insuffisance des ressources. Même dans les zones qui ne sont pas directement affectées par le conflit, l'urgence se ressent au quotidien.

L'accès aux soins essentiels est un défi : plus de 30% des enfants souffrent de malnutrition aiguë, la couverture vaccinale est faible, les soins postnatals très rares et le taux d'accouchement assisté par du personnel qualifié est l'un des plus bas au monde.

Présente dans le pays depuis plus de dix-sept ans, l'AMREF a développé de nombreux programmes avec les communautés et les services de santé locaux, avant même l'indépendance du pays. Les liens solides que nous entretenons avec les dirigeants de la communauté, les hôpitaux, les centres de santé et les écoles de formation du personnel de santé nous permettent de prendre le pouls des besoins des communautés et de définir où et comment nous pouvons apporter l'appui le plus efficace.

Pouvez-vous nous décrire plus en détail les actions concrètes mises en place par l'AMREF ?

Grâce au soutien de la Fondation, nous avons pu, en urgence, contribuer à rétablir les soins et les services essentiels pour les mères et les enfants dans le district de Reggo, où l'aide est

particulièrement insuffisante et qui a connu un afflux important de déplacés. Ce district ne compte en outre que neuf centres de soins primaires et aucun hôpital de référence. Nous avons donc centré nos efforts sur cette région.

Le programme nous a permis d'accompagner et de renforcer les compétences de plus de 70 agents de santé communautaires ainsi que de cinq sages-femmes et infirmiers déjà en poste.

L'action menée avec les agents de santé de première ligne a permis d'offrir des soins postnatals à près de 800 femmes, de vacciner plus de 4 000 enfants et d'offrir un traitement approprié à 3 900 enfants souffrant de paludisme, de diarrhée ou d'infections respiratoires.

Pourquoi portez-vous une attention particulière aux mères et aux enfants déplacés ?

Les personnes déplacées sont souvent les plus fragiles. Les familles et les individus sont coupés de leur quotidien, de leurs ressources et souvent de certains de leurs proches. Les enfants et les femmes se retrouvent parfois isolés, seuls, exposés à la violence et à l'exploitation.

Pour une personne déplacée, tout est un combat : trouver un refuge pour se protéger, se nourrir, accéder aux soins de santé essentiels. C'est pourquoi, dans les zones où nous intervenons, nous recherchons toujours une équité de traitement entre déplacés et communautés hôtes et essayons toujours de renforcer la solidarité entre les uns et les autres.

L'approche de l'AMREF a toujours été de consolider la capacité des hôpitaux locaux en leur apportant un soutien logistique et

de suivi et en appuyant la formation du personnel soignant. Cette approche peut-elle aussi être préservée lors des interventions d'urgence ?

Nous considérons qu'il est encore plus important d'investir dans les ressources humaines dans des contextes difficiles. L'être humain reste la principale ressource des systèmes de soins de santé. Même quand il manque du matériel, nous pouvons toujours nous en remettre aux compétences du personnel de santé, qui connaît les besoins des personnes et les gestes qui sauvent.

Qu'il s'agisse de relais communautaires, d'infirmiers de bloc ou de chirurgiens, nous sommes convaincus qu'une réponse en urgence doit passer par le soutien et l'accompagnement du personnel qui se trouve sur le terrain, au plus près de la maman ou de l'enfant qui a besoin de soins.

Parallèlement, nos interventions dans les contextes d'urgence nous permettent aussi d'étendre les compétences des soignants locaux en leur inculquant de nouvelles mesures et procédures.



La Fondation en bref

Nos 4 domaines d'intervention



Basée à Genève, en Suisse, la Cartier Charitable Foundation accorde des financements à des organisations internationales sans but lucratif expertes dans leur domaine de compétence qui partagent ses valeurs et ses priorités : l'accès aux services de base, le développement social et économique des femmes, la gestion responsable des ressources naturelles et la réponse et la préparation aux urgences.

Nous nous engageons en priorité dans les régions les moins développées du monde, où les besoins sont les plus importants et les populations parmi les plus vulnérables.

Les enjeux du développement sont de plus en plus complexes et parfois étroitement liés les uns aux autres. Nous n'imposons pas de solutions toutes faites, mais mettons tout en œuvre pour que les populations prospèrent.

Nous nous attaquons aux causes fondamentales des problèmes, explorons de nouvelles pistes si nécessaire et consolidons les méthodes qui ont démontré leur efficacité au fil du temps. Pour ce faire, nous forgeons des partenariats, basés sur des objectifs communs et la confiance, que nous voyons comme des alliances de long terme pour un impact maximal.

Gouvernance

Fondée par Cartier International SA, la Cartier Charitable Foundation est basée à Genève, en Suisse, l'un des lieux stratégiques de la coopération internationale et un des premiers pôles de gouvernance mondiale. La Fondation est soumise au droit suisse et placée sous la surveillance du Département Fédéral de l'Intérieur, Service Fédéral de Surveillance des Fondations à Berne. La Cartier Charitable Foundation est régie par le Conseil de Fondation, garant du bon fonctionnement de la Fondation et organe suprême responsable de ses activités. Ses membres sont nommés par l'entreprise fondatrice pour un mandat d'un an renouvelable.

Les activités de la Fondation sont gérées de manière indépendante par une directrice exécutive, qui assume la conduite opérationnelle de la Fondation, présente ses recommandations au Conseil de Fondation et met en œuvre ses résolutions. Le Conseil se réunit au moins deux fois par an pour traiter les affaires courantes, analyser les programmes, évaluer les initiatives en cours et approuver les orientations prises par la Fondation. Il est actuellement composé de six membres.

Un organe de révision indépendant est chargé de vérifier les comptes et de soumettre un rapport détaillé au Conseil de Fondation.

Acronymes

ACF	Action Contre la Faim
AMREF	Association pour la médecine et la recherche en Afrique
AVEC	Association Villageoise d'Épargne et de Crédit
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FISCR	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
Gret	Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques
ICMC	Code international de gestion du cyanure
MSF	Médecins sans Frontières
ODI	Overseas Development Institute
OIT	Organisation internationale du Travail
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
RJC	Responsible Jewellery Council
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Crédits photos

© ACF/Lucile Grosjean (p. 9)
© ACF/ D. Pellequier (p. 9)
© Alison Wright (avec la permission de Women for Women International) (p. 9)
© AMREF Flying Doctors (p. 8, 9, 44)
© Andrea Borgarello (p. 2, 22, 48)
© CARE/Cyril le Tourneur (p. 2, 10, 46)
© CARE/Meredith Davenport (p. 8)
© CARE/Nicolas Brunet (p. 8)
© Cartier Charitable Foundation/Andrea Borgarello (p. 2, 8, 17, 26, 27, 31, 38, 48)
© Cartier Charitable Foundation/ Cyril le Tourneur (p. 2, 9, 18, 19, 25, 28, 48)
© Charlotte Nouette-Delorme/MSF (p. 42)
© Fabio Basone/MSF (p. 43)
© Gret (p. 8, 9)
© Jenny Matthews (avec la permission de Women for Women International) (p. 9)
© John Moore/Getty Images (avec la permission de MSF) (p. 42)
© Julien Rey/MSF (p. 8, 43)
© Kinomé (p. 8)
© PAM/Rein Skullerud (p. 8, 9, 20)
© Solidaridad/Annemarieke van den Broek (p. 8)
© Solidaridad (p. 34, 35)
© Terre des Homme Suisse/Jérôme Derigny (p. 8, 33)
© UNICEF (p. 2, 8, 14)
© UNICEF/NYHQ2010-0692/Liu (p. 41)
© UNICEF/NYHQ2009-1907/Pirozzi (p. 8)
© Women for Women International (p. 8)

Adresse

Bd James-Fazy 8 – 1201 Genève

Site internet

www.cartiercharitablefoundation.org
